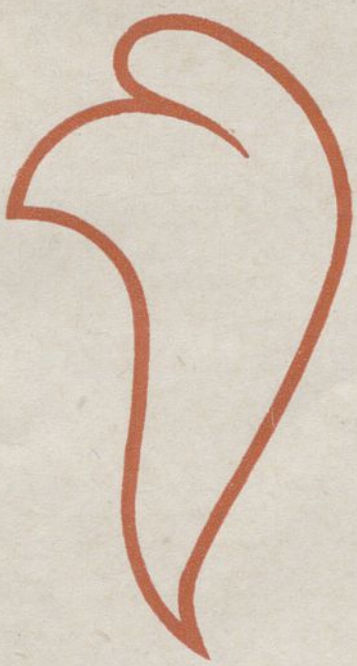
COLL. 8°
468
(1956-3)

-3-
Coll. 8°
468
1956

000 1147793

blicain Radical et Radical-Socialiste
1, Place de Valois, PARIS (1er)



FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

La Déclaration Finale

ET

La Voix des Militants

52ème Congrès National

LYON - 11-14 Octobre 1956

Coll. 8° 468 (1956-3)

Imprimerie R. CARPENTIER
Montdidier (Somme)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

La Déclaration Finale

ET

La Voix des Militants

52ème Congrès National

LYON — 11-14 Octobre 1956

... Ce 52e Congrès, par sa tenue, par sa discipline, par la vigueur de ses positions, par le dynamisme dont il a témoigné, provoquera un vaste appel d'air frais vers notre Parti. OUI, NOUS OUVRONS LARGEMENT LES FENETRES SUR LE GRAND AIR DU DEHORS, NOUS APPELONS A NOUS TOUTES LES VOLONTÉS, TOUTES LES BONNES VOLONTÉS, POUR LE REDRESSEMENT DU PAYS.

Il y a, disponibles pour un vaste effort national, impatients d'y prendre part, d'innombrables hommes et femmes qui ont leur place parmi nous. Leur hésitation ne se justifierait plus. Maintenant, ils doivent rallier notre croisade pour la rénovation du pays.

Si leur concours nous est acquis, si des citoyens qui, jusqu'ici, s'interrogeaient, rejoignent enfin nos rangs pour la grande tâche qui incombe à cette génération, alors LE 52e CONGRES MARQUERA DANS L'HISTOIRE DU PARTI. Ce sera pour lui le début d'une ère nouvelle, d'une ère qui sera fructueuse pour le Pays.

Nous sommes redevenus une force vigoureuse au service de la Patrie. NOUS SOMMES LE SEUL PARTI QUI N'A PAS CESSÉ DE VOIR AUGMENTER SES EFFECTIFS ET SON RAYONNEMENT DANS CES DEUX DERNIERES ANNÉES. DANS CE PAYS QUI SE DECOURAGEAIT, NOUS REPRESENTONS UN ESPOIR NOUVEAU.

Que tous les Républicains viennent à nous et nous aident.

Avec eux, nous remettrons notre pays debout ; nous lui rendrons au dedans, dans l'Outre-Mer, et au dehors sa grande et belle figure. Grâce à notre combat commun il va reprendre d'un pas plus joyeux et plus assuré le grand chemin de ses destinées.

LA VOIE EST OUVERTE...

Pierre MENDES-FRANCE.

LYON, 14 Octobre 1956.

Déclaration Finale

par Roger CHATELAIN, *Député des Deux-Sèvres*

REDONNER A LA FRANCE SON VRAI VISAGE...

Notre 52me Congrès se termine. Il fera date dans les annales de notre Parti. Ses débats furent passionnés et ses résultats d'une importance capitale car il consacre définitivement la rénovation du Parti Républicain-Radical et Radical-Socialiste.

Les Radicaux ont, en effet, pris pleine conscience des problèmes qui se posent à notre pays. *Chaque jour* l'Etat Républicain se dégrade davantage. Les violations répétées des lois, la défense scandaleuse de certains intérêts particuliers au mépris de l'intérêt général, *le triomphe du mensonge sur la vérité*, la mauvaise foi portée au niveau d'une institution, le mépris des engagements pris, les notions élémentaires de justice et de liberté bafoués, font que les citoyens perdent leur confiance dans la République. Il est donc grand temps que chacun comprenne que la France court de graves dangers.

Nous Radicaux-Socialistes, qui sommes dépositaires des principes qui ont fait la force du régime républicain, et le rayonnement de la France, nous avons à cette heure, des responsabilités particulièrement lourdes. Nous devons donner l'exemple de la fermeté et du courage. Nous devons donner l'exemple du civisme et faire aimer cette République pour laquelle tant des nôtres sont tombés et qui reste l'espoir des hommes libres. Nous devons mener le combat aussi bien pour la réforme de nos institution que pour le développement de l'enseignement, base même de la démocratie, aussi bien pour trouver des solutions justes et efficaces aux problèmes économiques et sociaux que pour redonner à la France, son vrai visage, *celui du pays défenseur de la Paix et de la Liberté.*

LA MORALISATION DES MŒURS POLITIQUES...

Notre devoir est d'abord d'assurer le fonctionnement loyal et efficace du régime parlementaire. Il est évident que la valeur d'une démocratie représentative dépend du mécanisme même de la représentation, c'est-à-dire du régime électoral,

or, le système de la représentation proportionnelle et des apparentements aboutit manifestement à déformer l'expression de la volonté nationale.

Cet inconvénient est reconnu et personne ne peut contester que le Pays le réprouve. C'est pourquoi, le Parti Radical *reste résolument attaché au scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours qui seul,* peut opérer les regroupements indispensables. Non moins nécessaire est la réforme constitutionnelle conférant au Gouvernement, le droit de dissoudre l'Assemblée Nationale sans les conditions compliquées que la Constitution de 1946 a mis à l'exercice de ce droit. Cette réforme renforcerait le caractère démocratique du régime en faisant le pays juge des dissentiments qui peuvent s'élever entre le Gouvernement et l'Assemblée. Elle constituerait l'un des meilleurs moyens pour assurer la stabilité gouvernementale.

Enfin, *une réforme des méthodes parlementaires s'impose de toute urgence.* Il appartient aux défenseurs du régime de la promouvoir pour assurer aux débats à la fois plus d'efficacité et plus de dignité. Le réveil du fascisme et le retour à des méthodes de violence et de mauvaise foi qui évoquent les plus tristes souvenirs d'un passé que l'on croyait révolu, *l'offensive qui se développe impudemment contre la Gauche française* en attendant de s'attaquer à la République elle-même, *créent au Parti Radical de nouveaux devoirs de fermeté démocratiques.* Il ne devra pas tolérer que les pouvoirs publics affaiblissent les ressorts de la démocratie par des atteintes aux libertés et aux droits de l'homme.

Mais ne nous faisons pas d'illusions, il ne suffira pas d'améliorer nos institutions pour changer le visage de la France. *C'est par un civisme sans faiblesse* dont nos grands anciens nous fournissent le meilleur exemple que *la situation peut être réellement modifiée.* Dans un pays épris de justice et d'égalité comme le nôtre, *c'est d'abord par la moralisation des mœurs politiques,* par le *caractère de ses dirigeants* et par le courage de ses citoyens que l'Etat retrouvera son autorité et son efficacité.

LE PARTI DE L'ENSEIGNEMENT DU PEUPLE...

Le Parti Radical est et demeure le *Parti de l'enseignement du peuple.* Il l'est par l'effet d'une vocation durable qui répond à la logique même du radicalisme et qui, de générations en générations se traduit par des actes. Aussi, entend-il

défendre la laïcité qui a subi de redoutables atteintes et assurer sa restauration.

Sa doctrine à cet égard est immuable et l'expérience en a confirmé la justesse : *la laïcité de l'Etat est avec la neutralité de l'Ecole, la condition de la Paix. scolaire.* Le Parti Radical entend de même donner son plein sens aux engagements inscrits dans la Constitution qui a garanti « l'égal accès » de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la promotion professionnelle et à la culture ».

L'école est une création continue et des réformes qui étaient seulement souhaitables il y a vingt ans, sont urgentes aujourd'hui, c'est pourquoi nous nous réjouissons de voir notre ami BILLIERES déposer le projet de loi-cadre portant réforme et démocratisation de l'enseignement.

Son programme doit devenir la charte à laquelle tous les Gouvernements se référeront quelle que soit leur orientation politique. D'autre part, par delà la réforme de l'enseignement au niveau du premier et du second degré, une réforme tout aussi profonde doit être accomplie au niveau de l'enseignement supérieur. Elle doit doter le pays des cadres scientifiques et techniques dont il a besoin et revaloriser la fonction du chercheur.

Enfin, la promotion supérieure du travail devra être développée, l'enseignement post-scolaire mieux coordonné ; des instituts associés au Conservatoire des Arts et Métiers devront être créés en province. En un mot, rien ne doit être négligé pour donner à tous les Jeunes Français des chances égales dans la vie. C'est à eux que nous pensons d'abord, car ils sont l'avenir de la France.

PUISSANCE ÉCONOMIQUE ET JUSTICE SOCIALE...

Nous visons deux objectifs : développer l'expansion économique et assurer plus de Justice sociale.

Développer la puissance économique de la France, c'est pour nous le vrai moyen de faire de notre Pays une nation libre. Il ne servirait à rien d'instituer le Droit et la Justice si nous ne sommes pas d'abord maîtres chez nous. C'est pourquoi nous condamnons l'insuffisance des investissements, le manque d'organisation de l'Economie Crançaise et l'inflation des frais généraux de la Nation.

Il est évident que le libéralisme économique du siècle dernier qui du reste n'a toujours été qu'un faux libéralisme, est périmé. Le recours à ses méthodes entraîneraient de graves

injustices sociales mais encore, il stériliserait l'activité du pays en aboutissant à un malthusianisme que nous ne connaissons déjà que trop.

Partisans d'encourager l'initiative individuelle, nous pensons qu'il appartient cependant à l'Etat d'orienter l'Economie et d'en contrôler certains secteurs. *Devant les féodaux et tous ceux qui sacrifient l'intérêt général à leurs intérêts égoïstes, l'autorité de l'Etat doit être sans défaillance.*

Il est souhaitable que l'Etat régisse les activités à caractère public ou qui sont devenues des monopoles de fait risquant de porter atteinte à l'indépendance de la Nation. Il est souhaitable aussi que les investissements soient ordonnés et que des plans marquent fermement les choix fondamentaux à faire pour construire en France un appareil industriel moderne et une agriculture riche. Mais l'Etat n'a pas à substituer une bureaucratie paralysante à l'initiative privée pas plus qu'il ne doit gêner les entreprises capables d'améliorer la production dans le cadre de la Justice sociale.

L'Etat doit renoncer à centraliser d'une façon excessive des services qui ont tout à gagner à rester le plus près possible de leurs usagers. *La décentralisation administrative donnant plus d'autonomie à nos départements et à nos communes, voilà une révolution* à faire *dans l'intérêt de tous.* Elle doit être le point de départ d'une politique d'équipement de nos régions sous-développées.

A chaque instant nous devons prendre conscience de l'évolution du monde où nous vivons. Ainsi nous ne devons pas manquer la révolution de l'atome. Aucune audace ne doit nous effrayer si elle prépare un avenir meilleur. Et si nous devons tout faire pour que les individus ne souffrent pas de cette évolution économique aussi bien par l'aide à la reconversion pour les industriels que par l'assurance-chômage pour les ouvriers, nous devons aussi lutter pour que cessent certains soutiens qui ne font que perpétuer une situation sans espoir.

UNE FISCALITÉ PLUS SIMPLE ET PLUS JUSTE...

Mais il faut que l'exécution de ce plan tienne compte des nécessités budgétaires, de la fiscalité que nous voudrions voir plus simple et plus juste et de la politique du crédit. Les divers éléments de l'action de l'Etat sont, en effet, trop souvent conduits dans l'indépendance les uns des autres. Or, la

garantie de l'expansion économique comme de la stabilité monétaire actuellement si gravement menacée, c'est de remettre entre les mains d'une même autorité les principaux leviers qui commandent l'économie, afin que la variation du volume des dépenses publiques, les points d'impact du prélèvement fiscal, l'organisation du crédit à court et long terme, l'encouragement de certains investissements et la pénalisation d'autres soient établis en fonction les uns des autres et tous en fonction des objectifs du développement économique du Pays.

Ainsi, entre ceux qui souhaitent voir la France devenir une démocratie populaire où les libertés les plus essentielles seraient foulées aux pieds et où la bureaucratie écraserait les individus et les soi-disant individualistes qui ne sont que des égoïstes défendant leurs propres intérêts, il y a place pour *une Gauche qui saura sauvegarder le maximum des libertés personnelles dans un ordre économique efficace et dans un ordre social juste et humain.*

L'ordre social que nous souhaitons c'est celui qui étendra à tous les *travailleurs le bénéfice des lois sociales*, qui garantira le plein emploi, élèvera le niveau de vie, permettra à chacun de vivre dignement dans un logement sain, et fera que tous prendront conscience qu'ils appartiennent à une même grande *famille, la France*. Ceci implique qu'aucune classe ne soit sacrifiée :

OUVRIERS, vous devez pouvoir espérer d'une loyale confrontation avec les centrales syndicales des conventions collectives qui vous assurent une plus grande sécurité de l'emploi et vous permettent enfin de participer au fonctionnement de l'entreprise ;

FONCTIONNAIRES, vous dont l'entier dévouement est indispensable à l'Etat, vous devez pouvoir compter sur la défense de vos légitimes intérêts moraux, matériels ;

ARTISANS, vous dont l'importance n'a pas diminuée dans nos sociétés industrialisées, de même que vous,

COMMERÇANTS qui devez participer à la rénovation de la vie économique en adaptant les circuits de distribution aux exigences de la vie moderne.

Vous avez tous votre place dans une nation fraternelle.

DES PROGRAMMES AGRICOLES PRÉCIS...

L'Agriculture mérite une attention particulière tant par son importance dans notre économie que par la complexité de ses problèmes. C'est pourquoi nous tenons à réunir les Assises Nationales de l'Agriculture auxquelles participeraient les divers représentants qualifiés du monde paysan afin d'élaborer pour chacun des grands produits agricoles des programmes précis en rapport avec le développement des débouchés intérieurs et extérieurs, existant ou à créer. Les programmes donneraient lieu à l'établissement de contrats fixant pour chaque produit des objectifs de production et garantissant les prix. Car l'augmentation de la productivité ne doit pas se retourner contre ceux qui ont fait un effort et la politique agricole doit avoir pour but l'accroissement du revenu paysan.

Si la production doit être orientée vers tout ce qui offre de grandes perspectives de débouchés à la place de ce qui ne subsiste que grâce à des subventions, il faut que cette production soit organisée aussi bien à l'échelon du producteur qu'à celui des marchés et des industries de transformation, à la fois par le raccourcissements des circuits commerciaux et par la constitution et la conservation de stocks importants. Il faut aussi que l'on recherche, en tenant compte des découvertes scientifiques, une utilisation rationnelle des produits en excédent, en créant au besoin des isdustries nouvelles.

Mais l'expansion agricole exige à la fois une politique de crédit et une politique de larges investissements qui doivent porter sur l'équipement (adduction d'eau, électrification, habitat rural), sur le remembrement, la récalcification des sols, sur la sélection du cheptel et sur la lutte contre la tuberculose et toutes les épizooties... L'expansion exige aussi la réforme de l'enseignement agricole car il n'y aura pas de solution aux problèmes agricoles sans un effort considérable en matière d'enseignement et de vulgarisation et aussi sans une organisation sociale de nos campagnes. Tout ceci peut se réaliser si pouvoirs publics et organismes professionnels joignent leurs efforts pour cette tâche qui intéresse non seulement les millions de paysans mais la France tout entière.

EN ALGÉRIE, UNE POLITIQUE NOUVELLE...

Rien toutefois ne pourra être fait si la paix n'est pas rétablie en Afrique du Nord.

Le Parti Radical défend une politique constructive destinée à renforcer tous les liens qui unissent la France et l'Algérie.

Ces liens, pour être durables, ne peuvent être ceux de la domination militaire. Ils doivent reposer sur le consentement de toutes les populations, à défaut duquel les dangers de sécession subsisteront et s'aggraveront.

Si le Parti s'est associé sans hésiter à un effort militaire très lourd, il a toujours eu conscience que des décisions politiques novatrices pouvaient seules conduire à la réconciliation indispensable.

Une politique claire, réaliste et résolue devrait s'affirmer en même temps que sont prises les mesures militaires défensives, afin que *personne ne soupçonne notre action de tendre au rétablissement d'un statut colonial définitivement périmé,* Tout nouvel ajournement des décisions courageuses ne ferait que confirmer les thèses des ennemis irréductibles de la présence française en Algérie, ceux du dedans et ceux du dehors, qui entretiennent le doute sur la loyauté et la bonne volonté de la France à l'égard des masses musulmanes.

Il faut, à tout prix, et comme tâche de première urgence, *changer le climat psychologique* qui, à l'heure actuelle, *s'oppose à toute tentative de conciliation.* Dans cette atmosphère de haine, de lassitude et de dégoût, *il faut réintroduire l'espoir.*

Nous avions préconisé une séries de mesures, indicatives d'une intention, révélatrices d'une volonté, *dont nous demandions la réalisation immédiate:* réformes politiques et sociales, épuration des cadres administratifs responsables des fautes passées, libération des détenus politiques contre lesquels aucune inculpation ne peut être formulée... : *Rien d'efficace n'a été fait dans ce sens.* Pourtant, il ne saurait y avoir de pacification, sans que la France rende évidente sa volonté de paix ; et il ne saurait y avoir de reconstruction politique qui ne repose sur le respect des Droits de l'Homme, sans le respect des Libertés qui sont à la base de toute solution démocratique.

Lorsque cet effort aura été fait, la conciliation des points de vue pourra et devra être recherchée. *Une trêve pourra être obtenue.* Alors, il sera possible de définir, en plein accord avec toutes les populations algériennes, la solution originale évitant l'écrasement d'un groupe ethnique par l'autre et

assurant l'émancipation des races musulmanes que la métropole a eu tort de maintenir jusqu'ici dans une situation d'injuste infériorité.

En recommandant cette politique, le Parti défend les intérêts de la France en Afrique et ceux des Français qui ont contribué si puissamment à son progrès et à son avancement. C'est pour leur permettre de poursuivre leur tâche qu'il faut promouvoir le rapprochement des populations cruellement divisées. La France n'abandonnera pas ceux qui la représentent là-bas. Elle leur demande de faire confiance à la Métropole pour les protéger et les maintenir, par une action à la fois généreuse et réaliste, destinée à obtenir l'assentiment des éléments musulmans, conscients de leurs véritables intérêts, confondus d'ailleurs avec ceux de la France.

Le Parti Radical s'incline avec douleur et respect devant les victimes innocentes, quelle que soit leur origine. Il salue affectueusement la Jeunesse française qui fait vaillamment son devoir patriotique au-delà de la Méditerranée. Il sait qu'il répondond à son vœu en soutenant la politique qui permettra aux sacrifices consentis de porter leurs fruits dans la Paix et le Progrès.

LE MAINTIEN DE LA PAIX...

En politique étrangère enfin, le premier devoir de la France, c'est de préserver *sa pleine indépendance dans le cadre des traités conclus* et en collaboration avec toutes les nations qui acceptent les règles définies dans la Charte des Nations-Unies. Or, la politique essentielle d'une démocratie souveraine se résume en deux mots : *le maintien de la Paix et l'affirmation du Droit.* Oui, la France veut la Paix sans humiliation et sans faiblesse, mais elle veut la Paix avec ce but de substituer aux horreurs sanglantes de la guerre, pour l'honneur de la civilisation, les bienfaits de l'arbitrage.

Elle en a besoin pour mener à bien les nombreuses tâches qui s'imposent à elle ; nous espérons encore *que le désarmement sera le résultat de l'organisation définitive de la Justice internationale.* Jamais nous ne marchanderons notre appui à ceux qui luttent pour le désarmement contrôlé.

Nous pensons nous aussi que chaque frontière qui disparaît c'est une victoire gagnée; mais méfions-nous des compéti-

tions à armes inégales et exigeons de nos partenaires l'harmonisation des charges et la coopération en matière d'investissements.

Nous travaillerons à l'Union Européenne et au-delà à la Coopération internationale, mais nous ne voulons pas nous trouver devant des décisions irréversibles qui loin de faciliter cette œuvre difficile pourraient la retarder.

Dans ces opérations qui engagent notre avenir, ayons la sagesse de tenir compte des obligations particulières de la France à l'égard des T.O.M. et de nos amitiés qui ont fait leurs preuves dans les moments les plus douloureux de notre histoire récente.

Aucun effort ne doit être négligé pour amener l'Angleterre à cette construction européenne. Avec elle nous pouvons faire une *Europe démocratique*, avec elle nous pouvons gagner la paix comme nous avons gagné la guerre.

POUR LA JUSTICE ET LA LIBERTÉ...

Nous sommes soucieux de l'avenir de la démocratie, *nous ne connaissons d'autre culte que celui de la République* et nous ne voulons pas laisser compromettre toutes les espérances, toutes les possibilités de justice et de réforme que les Français souhaitent ardemment avec le souci d'éviter aux fractions de la famille vraiment révublicaine des luttes fratricides dont la réaction serait l'évidente bénéficiaire. Sans doute des différences importantes existent dans nos conceptions, mais nous sommes rapprochés par l'amour commun du progrès et de la Justice. Aussi bien, nous considérons que l'*Union des Partis de Gauche Démocratiques demeure comme elle l'était hier dans l'axe même de notre action politique.* Ensemble, nous avons pris des engagements, ensemble nous devons les tenir pour la sauvegarde de la République et pour la grandeur de la France. On a écrit : « Le Secret de la condition humaine c'est qu'il n'y a pas d'équilibre entre les Hommes et les forces de la Nature dans l'inaction, il n'y a d'équilibre que dans l'Action par laquelle l'homme recrée sa propre vie dans le travail ». *C'est à cette action pour la Justice et la Liberté que le Parti Radical appelle le Pays tout entier.* Il la mènera, comme les radicaux de 1901 le proclamaient dans leur première déclaration, dans l'union puissante des fils de la Révolution en face des Hommes de la Contre-Révolution.

La Voix des Militants

Nous avons choisi parmi les interventions au 52me Congrès de Lyon, celles qui nous ont paru le mieux refléter la volonté de rénovation du Parti Radical.

En voici les principaux passages :

UN PARTI DE VOLONTÉ...

BISCHOFF *(Bas-Rhin) :*

L'on s'est plu à souligner nos succès électoraux dans le Bas-Rhin qui ont consisté à avoir 52.000 électeurs sans avoir gagné de siège, grâce à ce système électoral absolument odieux !

Je crois que le moment est venu de se demander quelles sont les raisons de ce succès, et quelles sont les raisons de ce miracle, qui n'est pas uniquement dû aux efforts d'une équipe de jeunes, dynamiques et actifs, mais qui est dû à des raisons bien plus profondes.

Cela est dû au fait que l'opinion a changé sur le Parti Radical. Pendant très longtemps, d'abord jusqu'à la Libération c'était soi-disant le Parti du sectarisme ; ensuite, après la Libération, il y eut cet élan qui a suivi, que vous avez connu, qui voulait que les futurs élus, que les dirigeants soient des purs, soit des « durs ». Alors on a dit : le Radicalisme ? Ce sont des cadavres qui ne vont pas ressusciter !

Pendant longtemps, il en a été ainsi.

Ensuite, un changement est intervenu, depuis 1954, il faut bien le dire. A partir de ce moment-là on s'est rendu compte que le Parti Radical était devenu autre chose, que c'était devenu effectivement un Parti de décisions, un Parti de volonté, un Parti de rénovation, et qui avait un programme positif.

Je n'ai pas besoin de vous dire à qui est dûe cette rénovation à qui est dû ce changement d'opinions.

Nous allons rassurer nos électeurs, il y a quelque chose de changé ; vous pouvez être sûrs que ça ne changera plus, vous pouvez être sûrs que ce que nous promettrons aux électeurs nous avons l'intention de le tenir et que ceux qui ont donné leurs suffrages, que ceux-là mêmes auront à cœur de remplir leurs promesses et d'ailleurs s'ils ne le faisaient pas nous avons maintenant un Parti discipliné qui saurait bien faire en sorte que les promesses soient tenues.

Je crois que la proposition d'une direction collégiale est issue d'une confusion, dans la définition même de ce qui est démocratique, je crois que dans un Parti comme le nôtre, il est bon, il est utile qu'il y ait diverses tendances, diverses opinions. Nous entendons représenter une grande partie de la population et nécessairement alors un éventail des opinions ; ce qu'on oublie c'est qu'en démocratie les assemblées délibérantes sont justement là pour refléter ces opinions pour les voir exprimées et ensuite on décide, il y a une majorité qui décide et ensuite cette majorité nomme ceux qui doivent diriger et traduire en acte les décisions de la majorité.

TOUS LES JOURS, DES JEUNES...

SOULIER *(Rhône)* :

(...) Je viens vous lancer l'appel d'une Association qui m'a mandaté : l'Association des Etudiants Radicaux du département du Rhône. Je viens vous dire que nous avons adhéré au Parti depuis trois ans, depuis deux ans, depuis un an, parce qu'il a soulevé un immense espoir, parce que le Parti a rompu avec cette politique de compromission de ces dix dernières années. (...).

Nous avons adhéré à ce Parti parce qu'il a soulevé un immense espoir, parce qu'il a soulevé un immense enthousiasme. Il y a trois ans, lorsque je me suis posé la question d'adhérer au Parti, j'ai regardé quels étaient les leaders parlementaires.

Aujourd'hui ce Parti est rénové parce qu'on a fauché les mauvaises herbes.

Je viens vous le dire : vous ne voudrez pas que nous, jeunes, nous retournions à ce chaos, à ce déchirement de l'opinion publique ; vous ne voudrez pas que nous perdions tout espoir dans le Parti de la République et dans le Pays. (...).

Je suis en contact permanent avec tous les étudiants de la région lyonnaise, toute une partie de la jeunesse a les yeux tournés vers notre Parti. Elle a les yeux tournés vers lui, puisqu'un certain nombre de décisions purement politiques dans l'immédiat, vont être prises, mais elle a les yeux tournés vers notre Parti, parce qu'elle a cru, sous la direction du Président Herriot et du Président Mendès-France, que notre Parti était devenu à nouveau le Parti de la République. (...).

Si vous nous donnez encore des raisons d'espérer, nous amènerons tous les jours des jeunes plus nombreux dans ce Parti et je puis vous assurer qu'à ce moment-là, le peuple de France voyant les promesses tenues, reprendra confiance dans ce grand Parti.

PAS N'IMPORTE QUI...

DEBRENNE *(Seine)* :

Il se peut qu'à une certaine époque les Radicaux se soient passionnés pour des querelles personnelles, et nous avons tous entendu parler de ces guerres fameuses.

Maintenant, ces questions ne nous intéressent plus car nous avons un autre travail à faire que celui-là, et nous sommes rentrés au Parti Radical parce que nous pensions à ce travail-là. (...).

... Nous sommes pour l'union, pour l'union de tous les Radicaux, mais nous ne sommes pas pour l'union avec n'importe qui, à n'importe quel prix.

Ce qui doit nous unir n'est pas le fait d'avoir une carte du Parti Radical dans sa poche, mais plutôt d'être animé par la foi radicale... et aussi de souscrire au programme qui a été élaboré et arrêté par tous ces militants rassemblés au cours des Congrès du Parti.

Or, qu'est-ce qu'un Radical ? Un Radical est un homme qui est partisan de réformes absolues. L'on voit donc à la lumière de cette définition qu'un véritable Radical est un homme qui avance ; qui dit réforme dit progrès, donc mouvement, et un véritable Radical doit être un homme de rigueur car il désire des réformes absolues.

Pour nous, cette union que nous voulons entre les Radicaux ne doit pas englober les tenants de l'immobilisme et ne doit pas englober ceux qui ont fait de la recherche des compromissions le but et l'idéal politique de leur vie.

Le Parti Radical existe depuis longtemps. Si justement au moment où il vient de retrouver la voie traditionnelle du Radicalisme certains déclarent qu'ils sont mal à l'aise au Parti Radical, c'est qu'ils se sont trompés de Parti.

DUBOIS, DUPONT... OU DURAND ?

LEISSNER *(Moselle)* :

(...- Ceux qui veulent l'union de tous les Radicaux derrière un même idéal républicain sont ceux qui, avant toute chose, ont le respect de la parole donnée par notre Parti et le respect de la souveraineté du peuple qui attend que le Parti Radical tienne sa parole. (...).

Ce n'est pas aux Ministres et aux Parlementaires Radicaux qu'il appartient de faire et de refaire l'union nationale en resserrant les liens tantôt à droite, tantôt à gauche et tantôt à droite et à gauche, à titre individuel et provisoire, peut-être au prix même d'un désaccord au sein du Parti au risque de sa désintégration.

Ce que le Pays attend demain d'un parti politique c'est de suivre la politique qu'il a définie et pour la réalisation de laquelle l'électeur a désigné des élus. Tout écart de cette ligne est non seulement incompréhensible pour le peuple et n'en sera point pardonné, mais c'est un défi au surffage universel.

Car les élus ne sont point les nobles de la République mais sont les représentants pour le peuple et par le peuple.

Ils n'ont pas été élus pour préparer de meilleures alliances ou même choisir leurs électeurs de demain mais pour faire la politique pour laquelle ils ont été désignés.

S'il n'est pas possible d'admettre ce principe, le suffrage universel n'est qu'un leurre et l'on aura trouvé une excuse valable pour ceux qui préfèrent aller à la pêche plutôt que d'aller aux urnes le jour des consultations populaires.

Quand un citoyen fait son devoir, même sachant à l'avance comme ce fut le cas lors des dernières élections législatives, que voulant voter Dubois il vote Dupont et il y a des chances que ce soit Durand qui sorte, il ne peut admettre s'il a eu la chance d'avoir l'élu qu'il a désigné, que ce dernier ait bien plus vite le souci de faire une carrière politique que celui de tenir ses promesses électorales. (...).

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

LA GAUCHE D'IMPUISSANCE...

LACHARRIÈRE *(Seine)* :

(...) Qui divise le Parti, sinon ceux qui veulent lui faire accepter une politique réactionnaire ? Une politique contraire aux sentiments de la majorité des militants, et contraire aux aspirations des électeurs qui ont fait confiance à nos engagements électoraux.

L'union, voyez-vous, l'union, il faut en parler franchement. Nous la voulons. Nous la voulons, mais plus profonde et plus vraie que certains bons apôtres. Nous la voulons non pas dans l'hypocrisie des formules nègre-blanc et dans le verbalisme ; nous la voulons dans une même foi. Nous la voulons pour des buts, non sur des mots.

Et la conciliation ? La conciliation, eh bien, il faut le dire aussi, si l'on veut nous réconcilier avec certains opportunistes ou avec les affairistes de la politique qui ne voient dans le Parti qu'un instrument commode pour soutenir leurs desseins, qu'un paravent pour camoufler leur ambition personnelle, qu'une étiquette pour mettre sur leur marchandise qui n'est pas la nôtre. Eh bien, franchement, nous n'avons aucune honte à dire que nous ne sommes pas partisans de cette réconciliation, et le dire une fois pour toutes. (...).

A la vérité, la question ne se pose pas en ces termes. En réclamant une politique conforme aux engagements pris devant le corps électoral, c'est un programme commun aux Socialistes et à nous que nous défendons. C'est la cause française, socialiste et radicale que nous voulons sauver ensemble de la déchéance des promesses non tenues. (...).

Notre adversaire le plus redoutable aujourd'hui, c'est la fausse gauche. C'est cette gauche d'impuissance ou d'hypocrisie, qui fait la politique de la droite, avec notre caution, avec notre étiquette, et qui nous discrédite.

Et par conséquent, je dirai que notre principal devoir aujourd'hui envers le Pays, c'est d'éliminer cette impuissance ou cette hypocrisie de la gauche, plus dangereuse pour la République que ses adversaires déclarés.

UN SIMPLE MÉTALLO...

COSTES (*Seine-et-Oise*) :

C'est un simple métallo qui, ce soir, prend la parole, un simple métallo syndicaliste. Et il va essayer devant vous de poser un problème constructif dans les assises de notre Parti pour l'amélioration de notre condition ouvrière.

Un grand nombre de salariés ont aujourd'hui les yeux tournés vers le Parti Radical. L'expérience de Mendès-France en 1954 nous donnait l'espoir d'un avenir de progrès, de paix et d'ordre.

Le coup de la dissolution, le coup du 2 Décembre, m'a renforcé dans l'idée que j'avais, que beaucoup avaient intérêt à empêcher un gouvernement véritablement valable et démocratique de mener une politique véritablement sociale aussi.

Depuis lors, le Parti Radical s'est confirmé dans une tendance qui me paraît être la bonne et qui paraît certainement la bonne à une grande partie des travailleurs.

Je crois cependant qu'il nous reste encore de gros efforts à faire pour développer et préciser la partie de notre doctrine, de notre programme qui s'adresse plus spécialement aux travailleurs.

Ce qui préoccupe en premier lieu l'ouvrier, évidemment, c'est son salaire, son salaire évalué par rapport à ce que coûte une existence convenable.

Pour que l'ouvrier ait un salaire raisonnable et que ce salaire s'élève, il faut sans doute que le Pays s'équipe et poursuive l'expansion économique.

Le programme du Parti a raison d'insister là-dessus. Mais cela ne suffit évidemment pas, il faut aussi que par des conventions collectives les ouvriers soient associés d'une manière précise à l'augmentation de l'activité de leur entreprise.

Ici, il faut bien distinguer les rôles respectifs du gouvernement et des syndicats.

Le Gouvernement, lui, doit empêcher, par exemple en imposant un salaire minimum, que se produise le scandale des salaires de famine. Il doit surveiller le coût de la vie, et non pas, soit dit en passant, truquer les indices de prix, comme celui des 213 articles.

Mais il appartient aux syndicats, porte-parole des travailleurs, de négocier avec les patrons des clauses de progression de salaires, au besoin en liant cette augmentation à un élément de l'activité de l'entreprise : chiffre d'affaires, bénéfices, rendement.

Il est nécessaire de toujours passer par le syndicat et la convention collective, dont il faut imposer le principe à toutes les organisations patronales.

Après son salaire, ce qui préoccupe le plus l'ouvrier, et surtout l'ouvrier marié et père de famille, c'est le logement.

Etre bien logé est pour lui, en même temps que le moyen d'une vie décente, dans de bonnes conditions, le véritable signe de la promotion sociale.

Au cours des dix dernières années, alors qu'il y avait pourtant un retard considérable à combler, l'Etat a beaucoup trop financé les constructions des riches, négligeant de construire en abondance pour les travailleurs.

Il faut rapidement remonter ce courant.

C'est pourquoi, l'un des points essentiels de la plate-forme de 1955 est le Service National du Logement, qui centraliserait l'ensemble des ressources que l'Etat consacre au logement, construirait pour le peuple et pourrait même créer entre les bénéficiaires de ces logements une véritable solidarité, les loyers étant fixés en fonction des possibilités de chacun.

Une troisième chose essentielle pour nous est la vie dans l'entreprise.

Il s'agit plus, à mon avis, de réconcilier le salarié avec son entreprise que de le raccomoder avec son patron. La lutte des classes n'est qu'une simplification grossière, destinée à maintenir les ouvriers dans un état de mécontentement systématique, et aussi à fonder des mouvements purement politiques.

La réalité, c'est la production et le travail et il est normal que le travailleur participe à l'activité de son entreprise, pas seulement par la tâche limitée qui lui est donnée.

Je veux insister ici sur le rôle que peuvent jouer, que doivent jouer les Comités d'Entreprise et les Comités d'Etablissement.

Ces organismes n'ont été trop souvent, pour certains syndicats, que des plate-formes politiques, où les intérêts des travailleurs étaient sacrifiés à des impératifs de tactique politique.

Il faut, au contraire, imaginer des mesures qui permettent aux Comités d'Etablissement de jouer dans l'entreprise un rôle économique, en faisant participer les ouvriers qui le veulent à la connaissance des problèmes de la production, en leur donnant la possibilité de proposer des améliorations ; un rôle économique aussi par l'étude du coût de la vie, des salaires, etc...

C'est là le moyen d'élargir les idées du travailleur et de lui donner des chances de promotion et de progrès.

Il faut que le salarié se sente co-producteur.

Divers procédés peuvent être employés, qui peuvent paraître coûteux, mais je suis sûr qu'en fin de compte tout le monde s'y retrouvera : un stage préliminaire de quinze jours dans les principaux compartiments de l'usine au moment de l'embauche, des séances périodiques d'explications sur la fabrication, son évolution, ses problèmes techniques, ses débouchés, peut-être même la création de petits conseils de production, ce qui pourrait être une Commission du Comité d'Entreprise, où seraient mis en commun observations, revendications, idées sur le travail et sur la production.

La réusssite des Comités d'Entreprise contribuerait à résoudre favorablement les problèmes irritants posés par la productivité et à intéresser davantage les travailleurs à la vie et au destin de l'entreprise.

On pourrait, par exemple, prévoir la remise au Comité d'Entreprise, tous les trois mois, de renseignements simples sur la marche de l'entreprise.

Toutefois, les cadres ouvriers ont de la difficulté par défaut de formation, à utiliser ces renseignements, comme d'ailleurs à suivre les questions économiques qui intéressent la vie du salarié.

Cette difficulté n'est qu'une partie du problème plus général de l'amélioration de la formation de l'ouvrier, de sa promotion, lequel n'est lui-même qu'une partie du grand problème de la démocratisation de l'enseignement qui est, avec le logement, le point essentiel d'un programme démocratique et social.

En attendant qu'une réforme de l'enseignement digne de ce nom donne aux fils de travailleurs les mêmes droits à l'instruction et à la culture qu'aux fils de gens plus fortunés, il est nécessaire de faire un effort considérable de promotion ouvrière, ceci en donnant la possibilité surtout aux jeunes, de contribuer à se former et à s'instruire, tout en accomplissant un travail salarié.

Cela ne sera possible que si une partie des heures consacrées à cette amélioration est soustraite des heures de ttravail à l'usine, et pourtant payée.

Bien définie et bien contrôlée, l''institution de séances de formation générale et technique rendrait d'énormes services.

Mais il faut aussi sortir l'ouvrier de l'entreprise car, chose que certains ont tendance à oublier, c'est un citoyen comme les autres, et je crois qu'un moyen de faire exercer au travailleur la plénitude de ses facultés de citoyen est d'établir des rapports libres entre syndicats et partis politiques.

L'ouvrier, en tant que syndicaliste, travaille pour l'amélioration de ses conditions de vie en partant de son activité dans une entreprise.

Mais pour rencontrer les points de vue des autres groupes sociaux, pour participer à la direction du Pays, pour avoir une action politique, il est indispensable qu'il milite, soit à l'intérieur d'un parti, soit en tant que responsable syndical qu'il passe avec un parti un véritable contrat en vue d'un programme précis de réformes et d'améliorations.

Cette liaison entre le Parti Radical et les porte-parole des travailleurs me paraît féconde, à la fois pour le progrès social et pour l'affermissement des assises du Parti.

PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL & RADICAL-SOCIALISTE

1, Place de Valois, PARIS (1er) - GUT. 36.32

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénoms .....

Date de naissance .....

Profession .....

Adresse .....

Le soussigné déclare donner son adhésion au

Comité de .....

Département de .....

A ....., le .....

Signature,

Notre service de documentation est à la disposition des militants qui désireraient se procurer des textes sur le PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE.

Il suffit de nous écrire : 1, Place de Valois, Paris, GUT. 36.32.

L'INFORMATION RADICALE-SOCIALISTE

Mensuel

1 bis, Place de Valois

PARIS (1er) **Tél. : CEN. 69-33**

LES CAHIERS DE LA RÉPUBLIQUE

Revue Bimestrielle de Politique

Président du Comité de Direction : P. MENDÈS-FRANCE

Rédaction et Administration :

1 bis, Place de Valois

PARIS (1er) **Tél. : CEN. 69.33**